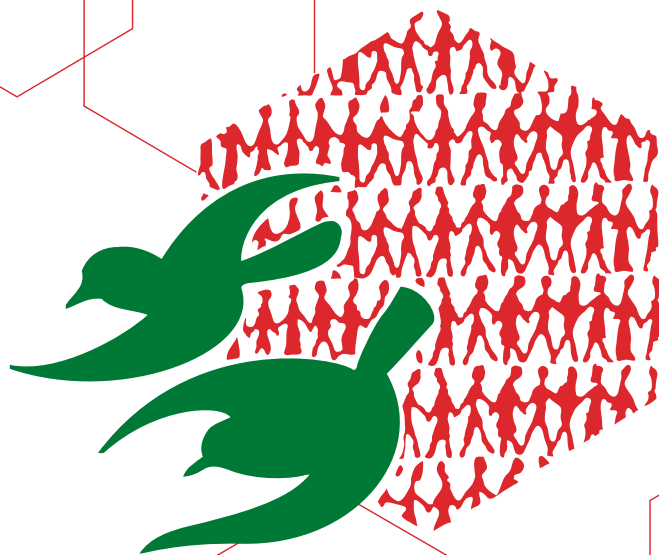


Croissance démographique et urbanisation

Politiques de peuplement et aménagement du territoire

Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990)



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

Les phases du processus d'urbanisation en Belgique de 1831 à 1990

Thierry EGGERICKX et Michel POULAIN

Institut de Démographie, Université catholique de Louvain, Belgique

L'urbanisation est un processus complexe auquel on associe d'habitude une dimension démographique (taille de la population), une dimension morphologique (concentration de la population, de l'habitat...), une dimension fonctionnelle (administration, type d'activité économique ...) et une dimension d'équipement (présence de certaines infrastructures)⁽¹⁾. Dans le cadre de cette communication, le processus d'urbanisation sera abordé uniquement sous son angle démographique et mesuré par son indicateur le plus commun, la taille de la population.

Dans cette optique, nous définirons l'urbanisation, à la fois comme un processus de concentration, impliquant un mouvement de population d'une région de moindre densité, généralement qualifiée de rurale, vers une région plus dense dénommée urbaine, et le mouvement inverse de déconcentration de la population⁽²⁾. Cette définition permet d'intégrer les quatre phases types du processus d'urbanisation (figure 1) :

— la croissance des centres urbains, plus ou moins assimilés aux anciens noyaux historiques ;

— la croissance d'une première couronne – ou banlieue – ceinturant le centre urbain : on parlera de suburbanisation ;

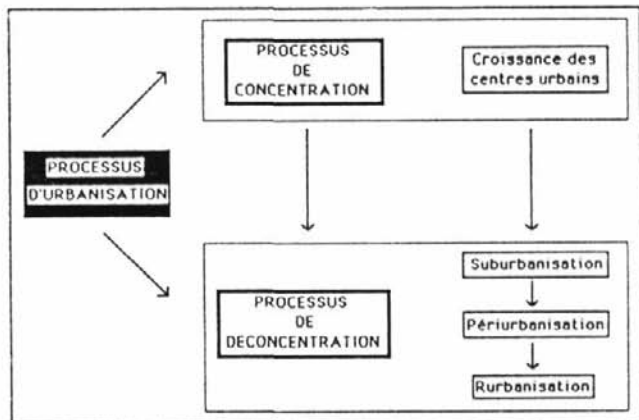


Figure 1.- Le processus d'urbanisation – Schéma conceptuel

⁽¹⁾ Masuy-Stroobant (G.), Tabutin (D.), *Méthode d'observation et d'élaboration des systèmes intégrés d'indicateurs démo-socio-économiques*, document pédagogique, C.I.D.E.P., Louvain-la-Neuve, 1987-88, p. 112.

⁽²⁾ Cette définition est largement inspirée de Berry (B.), « Urbanization and Counterurbanization in the United States », dans P. Laconte, « Changing Cities : a challenge to planning », dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 451, septembre 1980, pp. 13-20.

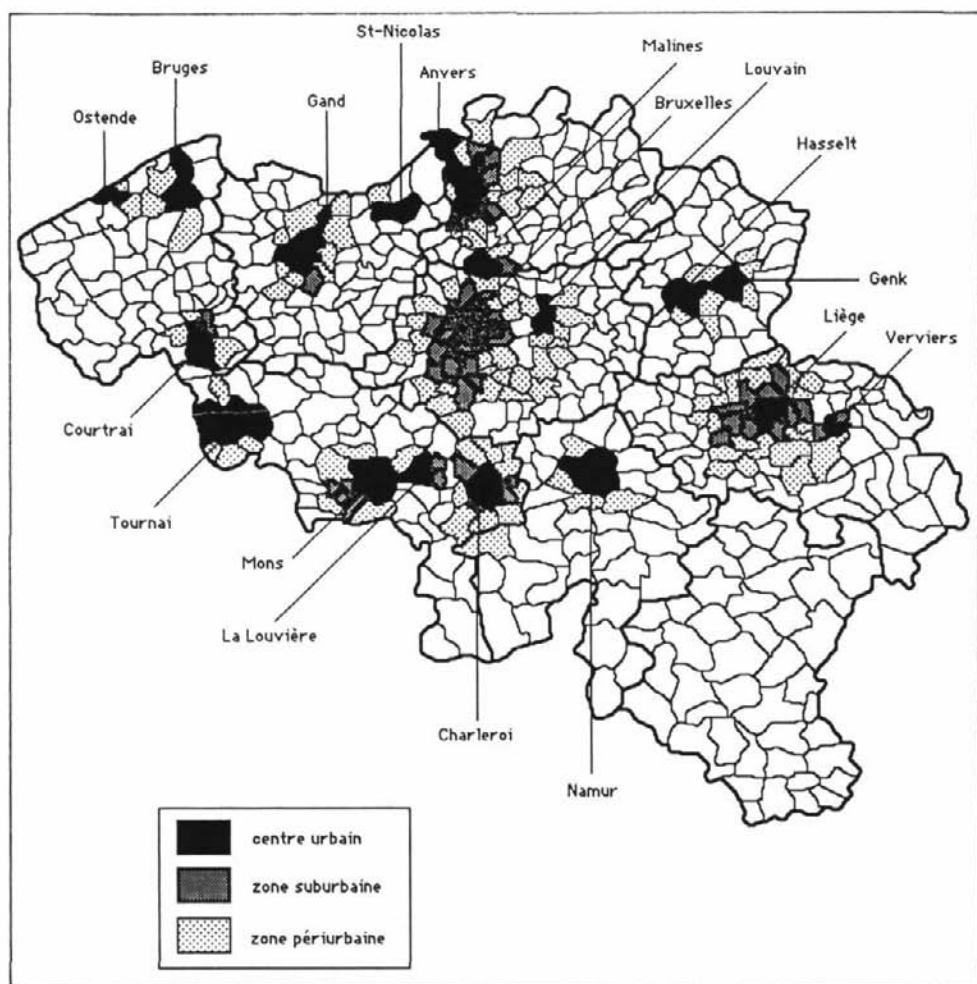


Figure 2.- Les 17 régions urbaines belges

— la croissance d'une seconde couronne cernant la banlieue : il s'agit de la périurbanisation ;

— la croissance d'une zone externe à cette seconde couronne ou zone des « migrants-alternants » : il s'agit de la rurbanisation.

L'étude de l'urbanisation en Belgique se heurte à un certain nombre d'écueils. Non seulement, le contenu sociologique et économique du fait urbain a évolué, mais les limites administratives des communes se sont profondément modifiées avec le temps. Les annexions de territoire et surtout la fusion des communes de 1977 – leur nombre a chuté de 2359 à 596 – ne peuvent que compromettre les études comparatives sur la longue durée. Les statistiques officielles ne portant que sur les limites légalement définies des communes, il est donc plus aisé de remonter dans le temps en reconstituant, par simple addition des entités fusionnées, les communes d'aujourd'hui.

Par ailleurs, nous nous sommes entièrement fondés sur la nouvelle typologie des régions urbaines belges définie par MM. Leemans, Pattyn, Rousseau et Van Der Haegen⁽³⁾. Ceux-ci délimitent 17 régions urbaines en y distinguant le centre urbain, la zone périurbaine et pour les plus importantes, la banlieue (figure 2). En projetant cette typologie dans le passé, nous surestimons à coup sûr le fait urbain au cours du XIX^e siècle. En effet, de nombreuses communes incluses aujourd'hui dans les zones suburbaines et périurbaines n'étaient, il y a un siècle ou deux, et dans le meilleur des cas, que de gros bourgs ruraux que rien ne pouvait rattacher au milieu urbain. Quoiqu'il en soit, notre propos n'est pas de mesurer l'évolution de l'urbanisation en Belgique mais plutôt d'en dégager les principales phases. En figeant dans l'espace ces 17 régions urbaines et leurs composantes, nous pensons pouvoir répondre au mieux à cet objectif⁽⁴⁾.

Les migrations internes : moteur de la croissance urbaine

L'urbanisation rapide de la Belgique, au cours du XIX^e siècle, ne peut trouver d'explication satisfaisante dans le seul mouvement naturel de sa population. Soustraite au chapelet des épidémies, des famines et des guerres qui annulaient les gains démographiques d'antan, la population belge croît à un rythme soutenu. Toutefois, avec un taux de natalité oscillant entre 30 et 35 p. 1000 et un taux de mortalité variant entre 20 et 25 p. 1000, un accroissement annuel de 1 % peut être considéré comme un maximum entre 1831 et 1900⁽⁵⁾. Or, les taux de croissance annuels des centres urbains et des faubourgs de Bruxelles, de Charleroi, de Liège, de La Louvière et d'Anvers atteignent et dépassent régulièrement 2 % au cours du XIX^e siècle⁽⁶⁾. On peut donc admettre que les migrations constituent le principal moteur de l'urbanisation au XIX^e siècle. Et ce moteur est d'autant plus puissant que la surmortalité urbaine ne sera jamais démentie au cours du XIX^e siècle. Ainsi, en 1890, l'espérance de vie à la naissance est de 38 ans à Bruxelles, de 45 ans à Liège et dans les villes de 20 à 50 000 habitants et de 52 ans dans les communes rurales de moins de 5 000 habitants⁽⁷⁾.

Une urbanisation rapide mais sélective

En admettant que seul le mouvement naturel joue un rôle décisif dans la croissance de la population belge au XIX^e siècle – les migrations internationales étant négligeables – et que les « zones urbaines » ne se caractérisent pas par une fécondité supérieure à la moyenne nationale, la différence entre le taux de croissance urbain et le taux de croissance de la population belge devrait nous permettre d'estimer plus précisément le poids des migrations internes ainsi que la vitesse de l'urbanisation.

⁽³⁾ Leemans (S.), Pattyn (M.), Rousseau (S.), Van Der Haegen (H.), « Les régions urbaines belges en 1981 », dans *Etudes Statistiques*, Institut National de Statistique, n° 89, 1990, pp. 5-25.

⁽⁴⁾ Les données utilisées proviennent, d'une part, des 14 recensements de la population qui couvrent la période 1831-1981 et, d'autre part, du Registre National pour 1990.

⁽⁵⁾ Poulain (M.), « urbanisation, migration et problèmes démographiques urbains en Belgique », dans *Population et prospective*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, s.d., p. 201.

⁽⁶⁾ Ces taux de croissance annuels sont calculés sur base d'une évolution exponentielle.

⁽⁷⁾ Eggerickx (T.), Debuisson (M.), « La surmortalité urbaine : le cas de la Wallonie et de Bruxelles à la fin du XIX^e siècle (1889-1892) », dans *Annales de Démographie Historique*, 1990.

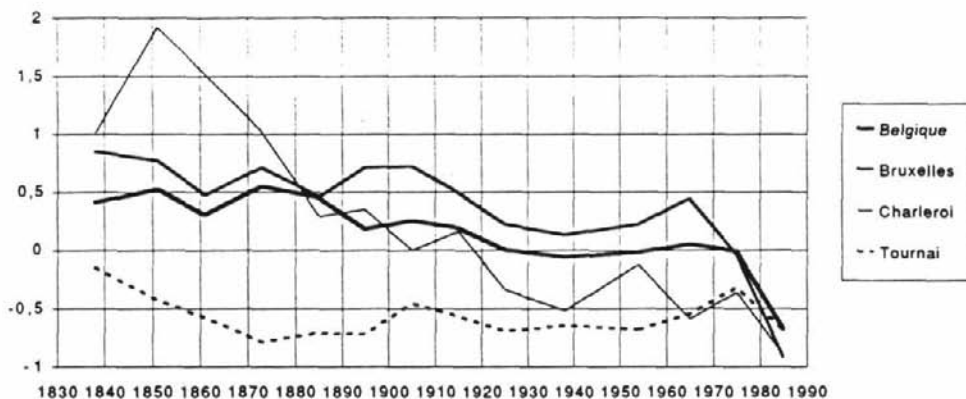


Figure 3.— La vitesse d'urbanisation de quelques zones urbaines belges : différences entre le taux d'accroissement urbain et le taux de croissance démographique de la Belgique (taux exprimés en % sur base d'une évolution exponentielle)

Si nous isolons la courbe relative à l'ensemble des zones urbaines belges (figure 3), deux périodes d'urbanisation rapide peuvent être dégagées : d'une part, les années 1846-1856 et d'autre part, le quart de siècle qui s'étend de 1866 à 1890.

La tendance nationale occulte évidemment des évolutions « géographiques » originales. Nous avons isolé trois cas typiques (figure 3) : la zone urbaine de Bruxelles, la zone urbaine et industrielle de Charleroi et, enfin, la zone urbaine de Tournai. Cette dernière, restée à l'écart du processus d'industrialisation, se distingue par des taux d'accroissement annuels systématiquement inférieurs à la croissance démographique du pays. Tournai ne constitue pas une exception. D'autres centres, sur lesquels l'industrialisation n'eut qu'une emprise modérée (Louvain, Namur, Bruges ou encore Courtrai), se caractérisent, à certains moments, par un rythme de croissance nettement plus lent que celui du pays. A l'inverse, Bruxelles et Charleroi, auxquels nous pouvons associer Anvers, Liège, Mons et La Louvière, affichent une progression nettement plus rapide que la moyenne nationale. En résumé, les grandes villes et le sillon industriel wallon sont les principaux bénéficiaires de l'urbanisation du XIX^e siècle et de l'exode rural⁽⁸⁾.

L'exode rural ou la théorie de la répulsion-attraction.

Même si les liens entre l'urbanisation et l'industrialisation sont parfois flous⁽⁹⁾, ces deux processus ont puisé à la même source et ont été activés par les mêmes forces. L'intensité des migrations, orientées vers les grandes villes et les centres industriels,

⁽⁸⁾ Vandermotten (C.), Vandewattyne (P.), « Les étapes de la croissance et de la formation des armatures urbaines en Belgique », dans « La cité belge d'aujourd'hui, Quel devenir », n° spécial du *Bulletin du Crédit Communal de Belgique*, octobre 1985, p. 48.

⁽⁹⁾ Thiry (J.P.), *Théories sur le phénomène urbain. Analyse critique et matériaux pour une théorie sociologique*, Université Catholique de Louvain, Faculté des Sciences Economiques, Sociales et Politiques, Nouvelle série, n° 109, Bruxelles, 1973, pp. 13-22.

reflètent les ponctions dont furent victimes les campagnes au cours du XIX^e siècle. C'est le scénario conté par le célèbre poète belge Emile Verhaeren dans ses «campagnes hallucinées», vidées de leur population au profit des «villes tentaculaires»⁽¹⁰⁾.

Comme le souligne E. Vandervelde, l'exode rural n'est pas un phénomène nouveau, mais le XIX^e siècle industriel en a accéléré la fréquence et les conséquences. Les statistiques disponibles pour la période 1890-1900 soulignent le solde migratoire négatif (-4,8%) des «communes rurales». A l'inverse, les «communes industrielles» (+3,2%) et surtout les «communes urbaines»(+9,9%) accusent un solde migratoire largement positif⁽¹¹⁾. La répartition de la population résidente en «natifs» et «non-natifs» mesure les stocks de population autochtone et allochtone mais fournit également une image rétrospective de l'ampleur des migrations internes. Ainsi, en 1890, 72% de la population résidente des communes rurales en était native, pour 64% dans les communes industrielles et seulement 56% dans les communes urbaines. A la même date, les natifs de l'«agglomération bruxelloise» n'étaient plus que 39%, ceux de Liège, 57%, et ceux d'Anvers, 58%⁽¹²⁾.

L'exode rural serait le produit combiné de trois facteurs. D'une part, le pouvoir d'attraction des zones urbaines et industrielles serait d'autant plus efficace qu'elles proposent des emplois nombreux, diversifiés et lucratifs. D'autre part, les progrès des moyens de communication (lien indispensable entre les forces «répulsives» et «attractives») optimiseraient l'exode rural en supprimant l'obstacle de la distance. Mais, constate E. Vandervelde, «Il ne suffit pas que la ville attire les paysans. Il faut encore que la campagne les repousse»⁽¹³⁾. Les campagnes joueraient donc un rôle répulsif et décisif. L'exode rural du XIX^e siècle peut être considéré davantage comme une «répulsion» rurale que comme un «attraction» urbaine. Il serait avant tout le signe de la crise du monde rural plutôt que l'expression du dynamisme urbain⁽¹⁴⁾.

Le surpeuplement des campagnes, dont les générations pléthoriques des années 1820 à 1830 sont en partie responsables, a créé une double tension. L'équilibre entre population et ressources agricoles s'est très vite rompu, provoquant une hausse marquée du prix des denrées de première nécessité. Ensuite, la disparité entre une population rurale en croissance et l'étendue limitée du patrimoine cultivable a favorisé le morcellement du territoire, l'extension du «sous-emploi» et le maintien des salaires à un niveau très bas. Cette structure fragile ne devait pas sortir indemne des graves crises alimentaires des années 1845-1856⁽¹⁵⁾. Pour beaucoup, l'émigration devint l'ultime solution.

En ce milieu du XIX^e siècle, les conditions socio-économiques et démographiques sont donc réunies pour favoriser un déplacement massif des populations rurales vers le

(10) Verhaeren (E.), *Les villes tentaculaires précédées des Campagnes hallucinées*, Paris, s.d., 217 p.

(11) Nicolai (E.), *La dépopulation des campagnes. Etude démographique des régions rurales, industrielles et urbaines de la Belgique*, Bruxelles, 1919, p. 24.

(12) *Ibidem*, p. 38.

(13) Vandervelde (E.), *L'exode rural et le retour au champs*, Paris, 1910, p. 2.

(14) Castells (M.), «Structures sociales et processus d'urbanisation. Analyse comparative intersociétale», dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 1970, pp. 1173-1174.

(15) Voir notamment : Braive (G.), «Le monde paysan belge de 1830 à 1870», dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. IV, 1973, pp. 171-190 ; Bublot (G.), *La production agricole belge, étude économique séculaire, 1846-1955*, Louvain-Paris, 1957.

bassin industriel wallon et les grands centres urbains. C'est d'ailleurs au cours de ces années 1845-1856 que les centres urbains de Bruxelles (+ 2%), de Charleroi (+ 3,8%) et de La Louvière (+ 5%) enregistrent des taux d'accroissement annuels records.

L'essoufflement des centres urbains et la suburbanisation

Dès la fin du XIX^e siècle, la croissance des centres urbains s'essouffle; les forces centripètes sont de plus en plus contrebalancées par des forces centrifuges qui repoussent le «surplus démographique» vers les faubourgs. Les centres urbains, après avoir pratiquement triplé leur effectif depuis 1831, atteignent, à la veille de la première guerre mondiale, un premier palier qu'ils ne dépasseront qu'avec peine par la suite. D'ailleurs, dès 1890-1900, la vitesse de croissance des centres urbains se ralentit, descend au niveau du pays et s'y maintient jusqu'en 1920. La suite ne sera plus qu'un lent déclin (figures 4 et 5). A titre d'exemple, le centre urbain bruxellois a aujourd'hui pratiquement rejoint son niveau de 1846. A Charleroi, Gand et Liège, la de population du centre est comparable à ce qu'elle était entre 1890 et 1910.

Au XIX^e siècle, l'urbanisation des faubourgs est simultanée à celle des centres urbains et nettement plus rapide. Après un brusque ralentissement de leur croissance entre 1880 et 1890, ceux-ci ont absorbé la population rejetée par les centres urbains.

La «désurbanisation» des centres urbains au profit de leur périphérie n'a pas échappé à certains auteurs. E. Vandervelde y consacre une partie de son ouvrage intitulé *L'exode rural et le retour aux champs*⁽¹⁶⁾. C. Jacquart, dans son *Etude de la démographie statique et dynamique des agglomérations urbaines*, y fait également allusion et attribue la diminution de la population des centres urbains et le peuplement rapide de leur périphérie «[...] aux grands travaux d'assainissement entrepris dans les cités et aux

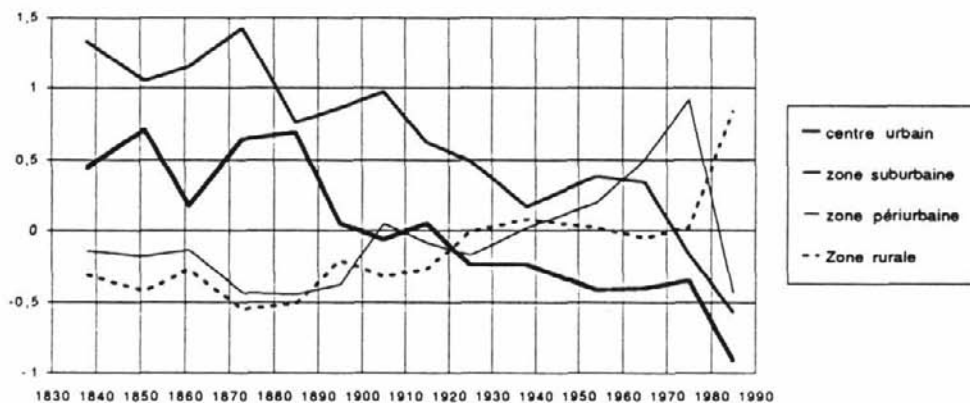


Figure 4.- La vitesse d'urbanisation en Belgique : différence entre le taux d'accroissement urbain et le taux de croissance démographique en Belgique (taux exprimés en % sur base d'une évolution exponentielle)

⁽¹⁶⁾ Vandervelde (E.), *L'exode rural [...]*, pp. 252-303.

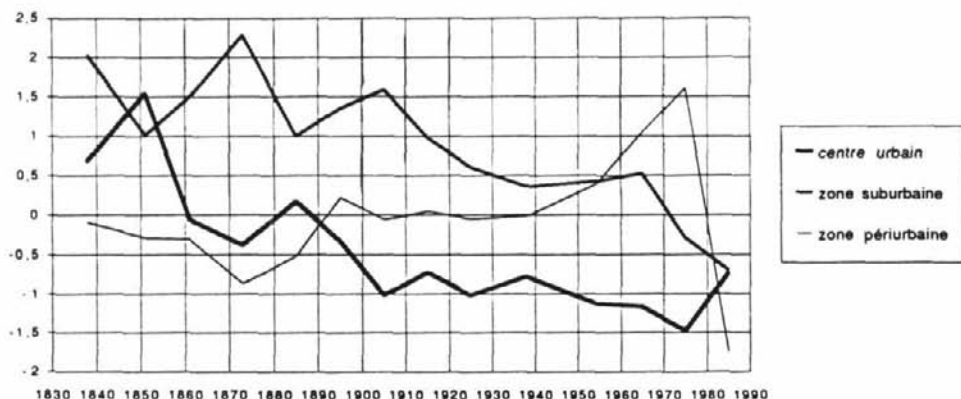


Figure 5.- La vitesse d'urbanisation dans la zone urbaine de Bruxelles : différence entre le taux d'accroissement urbain et le taux de croissance démographique en Belgique (taux exprimés en % sur base d'une évolution exponentielle)

moyens de locomotion qui permettent aux habitants de se loger loin du centre des affaires»⁽¹⁷⁾.

L'impact du développement des moyens et des voies de communication mérite une attention particulière. Ceux-ci auraient eu une fonction décentralisatrice d'autant plus efficace qu'ils étaient pratiques et peu onéreux⁽¹⁸⁾. Non seulement, ils auraient permis de dégorger les centres urbains mais exerceraient aussi «[...] une certaine action sur le maintien du séjour à la campagne de nombreuses familles»⁽¹⁹⁾.

Les déplacements des populations ouvrières ont été facilités, depuis 1870, par les abonnements ouvriers ou tickets de semaine délivrés par les chemins de fer belges. Selon les responsables politiques belges de l'époque, ces abonnements devaient «[...] arracher les populations laborieuses aux habitudes de désordre et de démoralisation qu'elles prennent en venant s'entasser dans les grandes villes; il fallait favoriser le maintien du home et de la vie de famille à la campagne»⁽²⁰⁾.

La progression du nombre de coupons de semaine vendus depuis 1870 est fulgurante : 14 000 tickets sont délivrés en 1870, 355 000 en 1880, 1 188 000 en 1890, 4 515 000 en 1900 et plus de 6 millions en 1908 (figure 6). La progression est quasi-ininterrompue pendant près de 40 ans et, au début du XX^e siècle, 90 000 à 100 000 ouvriers voyagent tous les jours sur les lignes de l'Etat⁽²¹⁾. En favorisant les déplacements et en raccour-

⁽¹⁷⁾ Jacquart (C.), *Etude de la démographie statique et dynamique des agglomérations urbaines et spécialement des villes belges*, Bruxelles, 1903, p. 106.

⁽¹⁸⁾ Vandervelde (E.), *L'exode rural [...]*, p. 255.

⁽¹⁹⁾ Nicolai (E.), *La dépopulation des campagnes [...]*, p. 30.

⁽²⁰⁾ Discours de M. Kervyn de Lettenhove à la Chambre des Représentants, séance du 21 avril 1869. Cité dans Mahaim (E.), *Les abonnements ouvriers sur les lignes de chemin de fer belges et leurs effets sociaux*, Bruxelles-Leipzig, 1910, p. 6.

⁽²¹⁾ *Ibidem*, p. 34-35.

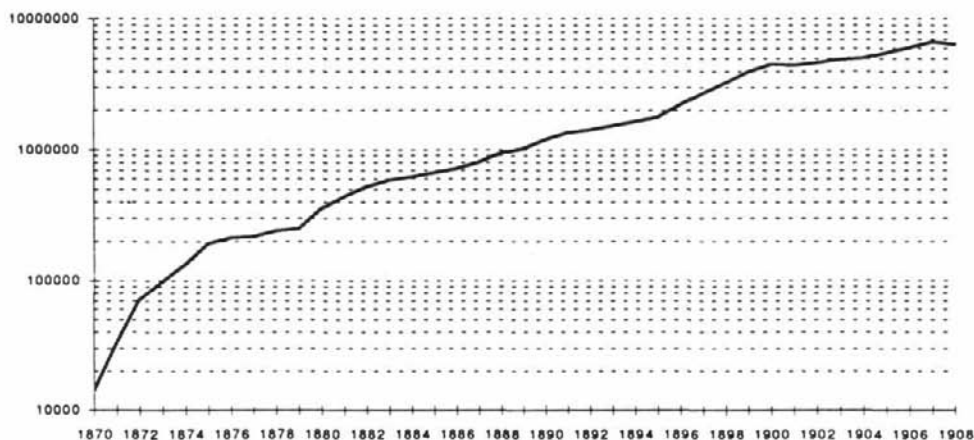


Figure 6.- Le nombre de tickets de semaine délivrés par les chemins de fer belges de 1870 à 1908

ciessant les délais entre le logement et le lieu de travail, le chemin de fer et le tramways ont joué un rôle non négligeable dans le maintien des populations ouvrières en milieu rural, la déconcentration des centres urbains et le peuplement des banlieues.

La périurbanisation

Dès le début des années 1960, l'urbanisation des banlieues s'émousse. Aujourd'hui, leur population a un rythme de croissance largement inférieur à celui de la population belge (figure 4). C'est alors au tour de leur périphérie de prendre le relais; la suburbanisation se transforme en périurbanisation. Toutefois, si la croissance des zones périurbaines s'est accélérée à l'issue des «fastes années 1960», elles bénéficient, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'un rythme de croissance plus rapide que celui de la Belgique.

Les zones urbaines étendent donc leurs limites de plus en plus loin des anciens centres. B. Jouret définit le centre urbain bruxellois comme le «*moteur de la colonisation urbaine de l'espace brabançon*». Il y a selon lui, «*bruxellisation*» des villages limitrophes⁽²²⁾.

Ce mouvement de périurbanisation a largement bénéficié de l'extension du réseau autoroutier et plus particulièrement de l'amélioration des axes de pénétration vers la capitale. De même, le mouvement de retour à la campagne, particulièrement virulent à l'amorce des années 1970, l'amélioration du bien-être de la population et donc les aspirations à un espace de vie plus vaste ne peuvent être isolés de ce processus.

En calculant la densité maximale par hectare de superficie utile⁽²³⁾ atteinte par chaque commune bruxelloise, on s'aperçoit que le niveau de densité a un effet de saturation

⁽²²⁾ Jouret (B.), *L'agglomération bruxelloise, approche géographique et sociologique II. Définition spatiale du phénomène urbain bruxellois*, Bruxelles, 1972.

⁽²³⁾ On exclut les bois et les étangs.

sur la croissance des populations urbaines. Celui-ci décroît avec le temps et à mesure que l'on s'éloigne du cœur de la capitale. Ainsi, le centre de Bruxelles a atteint 800 habitants par hectare en 1890, avant de voir sa population décroître. A Saint-Josse, en 1906, et à Saint-Gilles, en 1919, 300 habitants par hectare ont suffi pour suivre le même chemin, alors qu'il a fallu moins de 50 personnes par hectare à Uccle, à Watermael-Boitsfort et à Woluwé-st-Pierre pour stopper leur croissance.

Le début des années 1980 : la fin de la périurbanisation et le retour vers la ville ?

Au début des années 1980, les effets de la crise pétrolière perdurent. Le prix du carburant ne cesse de croître, les perspectives d'emploi se réduisent, les restrictions budgétaires se profilent à l'horizon, le loyer de l'argent augmente et le secteur de la construction bat de l'aile. Il n'en faut pas davantage pour freiner brutalement le mouvement de périurbanisation (figure 4).

Considérons plus spécifiquement l'évolution des échanges migratoires entre la région bruxelloise et les arrondissements contigus de Nivelles et de Hal-Vilvorde (figure 7). De 1970 à 1977, la région bruxelloise affiche une perte annuelle moyenne de 9000 personnes au profit des deux arrondissements brabançons. De 1977 à 1984, le déficit migratoire de la région bruxelloise s'est considérablement atténué sous l'impulsion conjuguée d'une baisse des sorties vers les arrondissements de Nivelles et de Hal-Vilvorde et d'une augmentation des entrées vers la capitale. Par ailleurs, dans le cas bruxellois, la décélération brutale de la vitesse d'urbanisation de la zone périurbaine s'accompagne d'un relèvement du rythme de croissance du centre urbain (figure 5).

Ce retour vers la ville concerne des personnes qui présentent des caractéristiques démographiques et socio-économiques similaires – des couples âgés de 25 à 40 ans, issus de milieux privilégiés – à celles responsables, dix ans plus tôt, de la périurbanisation. Cette constatation semble a priori en contradiction avec l'hypothèse d'un retour vers la ville comme réaction à la crise et à l'augmentation du coût de l'énergie. Au

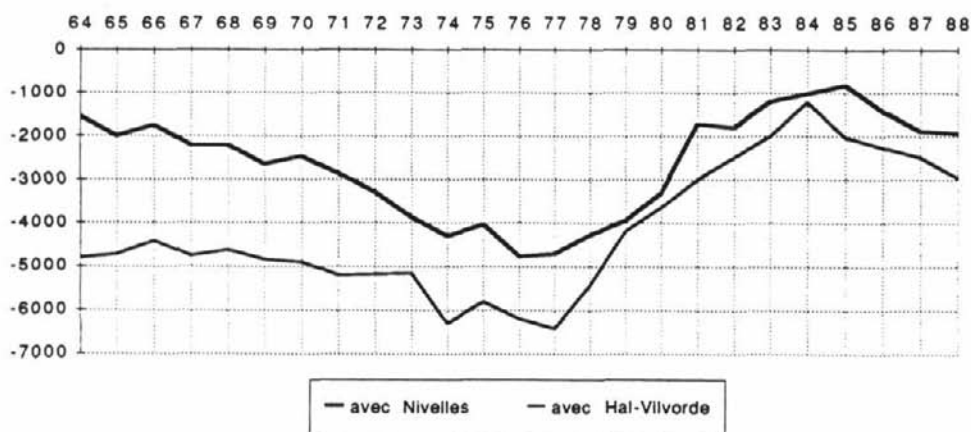


Figure 7.— Evolution du solde migratoire, de 1964 à 1988, entre la région Bruxelloise et les arrondissements de Nivelles et de Hal-Vilvorde

contraire, selon L. Voyé, « *Le rapport à l'argent et au temps, qui diffère d'un milieu social à l'autre, rend sans doute paradoxalement plus rapidement sensible à la nouvelle situation une population moins directement menacée par elle. [...] A cette plus grande latitude économique, s'ajoute un élément psycho-sociologique important. La population qui paraît la plus concernée par le retour en ville est aussi celle qui a le plus de chance d'avoir un réseau relationnel délocalisé et d'avoir intégré positivement la mobilité et les déplacements dans son mode de vie* »⁽²⁴⁾.

La tendance récente : la rurbanisation

Après le brusque ralentissement du début des années 1980, l'expansion urbaine regagne du terrain. Ce sont les communes situées à la limite des zones urbaines qui connaissent aujourd'hui le rythme de croissance le plus élevé (figure 4). Ces communes, dont la taille moyenne varie de 5 à 10 000 habitants, bénéficient généralement d'un environnement agréable, tout en étant situées à proximité des pôles d'emploi et des voies de communication rapides.

Par le jeu de ces migrations de population urbaine, à une distance croissante du centre des agglomérations, on assiste à une revitalisation démographique de communes, autrefois en déclin. Cependant, dans la plupart des cas, « renouveau démographique » ne peut être confondu avec « réanimation villageoise ». En effet, à ces migrations de type résidentiel est associée, pour une large part de la population active, une migration pendulaire entre lieu de travail et lieu de résidence. Les communes d'accueils se transforment progressivement en « communes dortoirs ».

En outre, par l'augmentation du poids relatif d'émigrés citadins, qui importent à la campagne des modèles de vie urbains, on assiste à un éclatement des formes traditionnelles de « sociabilité villageoise ». Les limites entre l'urbain et le rural s'effacent progressivement et laissent la place à un « rural urbain » ou à un monde rural polarisé par la ville⁽²⁵⁾.

Alimentés, tour à tour ou simultanément, par le flux des migrations internes, le développement des anciens centres urbains, l'explosion démographique des banlieues (suburbanisation) et plus récemment, la périurbanisation et la rurbanisation ont largement contribué à modifier et à façonner le cadre spatial belge. L'urbanisation est donc un processus de transformation qui a progressivement gommé les frontières entre espace urbain et espace rural.

⁽²⁴⁾ Voyé (L.), « Le retour à la ville. Qui revient, où et pourquoi ? », dans *Revue Belge de Géographie*, 1985-4, p. 186.

⁽²⁵⁾ Eggerickx (T.), « Les soldes migratoires et leurs conséquences à l'échelon local. Le cas de la Région Bruxelloise et du centre de la Wallonie (1982-1987) », dans *Revue Belge de Géographie*, 1990, (à paraître).